

Mars 2012



La lettre de Rodolphe THOMAS Maire d'Hérouville Saint-Clair Conseiller général de Caen

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Par cette lettre, je tiens à vous faire part de mes propositions et interrogations concernant le devenir de l'agglomération caennaise et vous exprimer mes dernières prises de positions publiques.

Dans les mandats pour lesquels vous avez bien voulu m'accorder votre confiance, j'ai toujours défendu avec ténacité le développement économique, la création d'emplois, la construction de logements accessibles au plus grand nombre ainsi que le maintien de votre pouvoir d'achat.

La crise, que nous subissons, doit imposer à tous les élus pragmatisme et rigueur. Nous devons revoir nos modes de gestion en dégageant des économies tout en veillant à préparer l'avenir.

Aujourd'hui, nous assistons pourtant à des dérapages financiers inquiétants pour le devenir de notre agglomération, en matière de transport avec VIACITES (Tramway, bus) et à CAEN LA MER où Philippe DURON, Député Maire de Caen et président de l'agglomération caennaise, après avoir créé un nouvel impôt d'agglomération, s'apprête à l'augmenter.

Avec les élus et les habitants, je porte une vision dynamique et ambitieuse pour notre agglomération. Je me bats pour défendre vos intérêts, assurer le bien être des habitants et garantir les conditions du développement de notre territoire.

Rodolphe Thomas,
Maire d'Hérouville Saint-Clair
Conseiller général de Caen

Dire stop à l'augmentation des impôts en limitant les dépenses.



Depuis des mois, je tire la sonnette d'alarme sur la situation financière très dégradée dans laquelle se trouve l'agglomération.

Les projections présentées dans le Débat d'Orientations Budgétaires 2012 prévoient une **augmentation de 18 % de la fiscalité ménage en 2012** pour ne pas nous retrouver en situation de faillite ! **Je ne peux pas l'admettre.**

Il y a trois ans, les élus d'Hérouville ont été les seuls à demander à Philippe DURON de ne pas créer de nouvel impôt ménage, en soulignant qu'il était indispensable de revenir à une gestion plus rigoureuse.

Depuis 2008, les habitants de l'agglomération ont versé **plus de 9 millions d'euros d'impôts nouveaux à CAEN LA MER**. Malheureusement, force est de constater que cette somme n'a servi qu'à couvrir les dérapages financiers en terme de fonctionnement de cette collectivité.

Je pense que les communes et les habitants de CAEN LA MER n'ont plus les moyens d'apporter une nouvelle aide financière à notre agglomération qui « navigue à vue » en matière d'investissement et de gestion des deniers publics.

Les communes devront elles augmenter les impôts si l'agglomération baisse les dotations de solidarité ?

Je demande à Philippe DURON **d'adapter de toute urgence le train de vie de l'agglomération au budget** dont il dispose et de remettre à plus tard les investissements qui n'apparaissent pas indispensables aux habitants comme la création du nouveau siège de CAEN LA MER près de 30 millions d'euros sur les rives de l'Orne ainsi que de réduire la voilure de la Bibliothèque à Vocation Régionale d'un montant de 62 millions d'euros dont 32 millions à la charge de l'agglomération sans altérer le projet et tout en conservant le bénéfice des aides de financements de nos partenaires.

Des logements plutôt que des conteneurs !



Préparer l'avenir, c'est penser, gouverner pour conforter le développement de l'agglomération caennaise et répondre ainsi aux nouveaux besoins de la population.

Si les zones d'activités industrielles portuaires ont été présentes au cœur des villes durant le XX^e siècle, le XXI^e siècle s'inscrit dans le cadre de la reconquête de ces friches.

A l'image de nombreuses capitales métropolitaines comme Rouen, Bordeaux, Lyon... qui se sont engagées dans une stratégie de développement durable en se tournant vers leurs fleuves ou canaux, nous devons :

- concilier croissance urbaine, cohésion sociale, et qualité de vie,
- consommer moins d'espaces, réduire les déplacements, encourager les transports collectifs, maintenir la biodiversité,
- mêler en un seul lieu toutes les classes sociales et concevoir un quartier où les fonctions travail, habitat, loisirs et développement économique cohabitent harmonieusement.

C'est dans cet état d'esprit et pour répondre au besoin criant de logements que je me suis opposé à l'implantation du projet de plateforme de conteneurs sur les quais de Calix.

Accepter ce projet, c'est remettre en cause la politique de l'habitant avec à la clé près de 2000 logements.

Accepter ce projet, c'est hypothéquer le développement futur de notre territoire.

Il est donc important de préparer l'avenir et partager une vision commune en travaillant ensemble pour une agglomération respectueuse de son avenir.

Contact. rodolphthomas14@gmail.com

Comment Viacités dépense plus en transportant moins



Depuis 3 ans, Eric Vève, Maire adjoint de Caen et président du syndicat de transport VIACITES demande plus pour dépenser plus et taxer encore plus les entreprises.

Les chiffres publiés par le syndicat de transport se résument par :

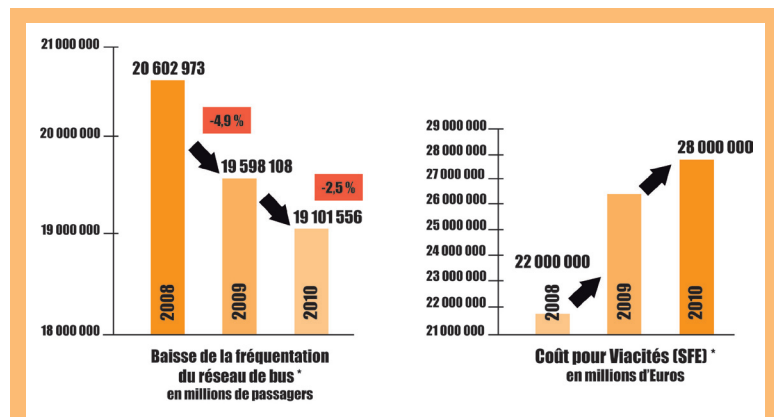
- **Baisse de la fréquentation du réseau pour les années 2008, 2009, 2010 soit 1.5 millions de passagers en moins** malgré une augmentation sans précédent de son offre de 800 000 kms supplémentaires.

- **Augmentation de la subvention versée à la société de transport KEOLIS passant de 22 millions à plus 28 millions d'euros !!!!** Soit 6 millions d'euros supplémentaires payés par les contribuables pour les 3 années 2008, 2009, 2010 et cela pendant 5 ans.

Demain, faute d'avoir su imposer au constructeur du Tramway Bombardier de maintenir un véhicule en état de marche, on s'apprête tout simplement à remplacer le tramway sur pneus qui a coûté 215 millions d'euros par un tramway sur fer qui coûtera près de 180 millions d'euros ; **soit un coût total pour les habitants de l'agglomération de 395 millions.**

Pourquoi ne pas avoir engagé de procédure judiciaire contre la multinationale Bombardier qui nous a tout bonnement floué sur la marchandise ? comme le prouve le rapport d'enquête du tribunal administratif qu'Eric Vève refuse de rendre public. Ce même rapport que je réclame depuis trois ans.

Je continuerai à défendre l'idée que Bombardier et Kéolis doivent assurer le fonctionnement du Tramway jusqu'en 2032 et que Viacités doit créer sans plus attendre une deuxième ligne tram-fer d'Ouest en Est.



* Source KEOLIS rapport 2011